

Questions orales

En annonçant cette initiative, le vice-premier ministre a déclaré, et je reprends ses propres termes, qu'elle fournirait un cadre pour les décisions fédérales touchant l'Ouest.

● (1420)

Le week-end dernier, le ministre des Transports était dans l'Ouest et je suis sûr que le vice-premier ministre le savait. Il a rejeté carrément le principe d'un Sénat élu. La stratégie économique que le vice-premier ministre va présenter pour l'Ouest tiendra-t-elle compte des propositions visant à établir un Sénat élu ou le ministre des Transports parlait-il au nom du gouvernement lorsqu'il a rejeté cette idée?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je peux dire au député et à ses collègues que nous avons fait davantage pour l'Ouest que le député de Winnipeg—Fort Garry ne proposait d'en faire lorsqu'il a annoncé, pour cette région, un programme de 4 milliards qui s'est vite évanoui en fumée. Le chef de l'opposition ne jouait pas un rôle très actif au sein du parti libéral à l'époque. Il s'est prononcé très durement contre les politiques du gouvernement libéral. Je suppose qu'il n'a pas changé d'avis.

Pour ce qui est de l'amélioration de l'économie de l'Ouest, le député de Winnipeg—Fort Garry a proposé, l'autre jour, de tenir une conférence fédérale-provinciale dans le but de ramener l'Ouest dans la Confédération et de rétablir l'économie de cette région. C'est vraiment renversant. Je croyais qu'après le désastre de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, les libéraux se seraient gardés de se lancer dans ce genre d'aventure.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le vice-premier ministre est légèrement agité cet après-midi. Je comprends bien cela. Il était dans l'Ouest cette fin de semaine. Dommage qu'il n'ai pas pu tenir à l'oeil le ministre des Transports, qui y était aussi. Le ministre de l'Agriculture y est allé ou il va y aller. Le ministre de l'Environnement y est allé, et la ministre du Commerce extérieur aussi. Tout le monde est un peu inquiet au sujet de l'opinion que les gens de l'ouest du Canada ont du gouvernement.

M. Hnatyshyn: Nous au moins, nous attirons plus de monde que vous, John.

M. Turner (Vancouver Quadra): Ah oui? Je suis disposé à vous aider à attirer du monde quand vous voudrez, Ray.

LES PRIX INITIAUX DU GRAIN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au vice-premier ministre. Pendant que les habitants de l'Ouest poireautent et que les agriculteurs font faillite en attendant que le premier ministre tienne la promesse qu'il a faite il y a trois ans, le gouvernement va-t-il s'engager à annoncer immédiatement les prix initiaux du grain pour 1987-1988? Le gouvernement va-t-il garantir que ces prix seront au moins équivalents aux prix de l'année dernière?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, on a déjà

répondu à cette question à la Chambre. Comme d'habitude, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé annoncera ces prix au moment opportun pour les producteurs.

Pour répondre aux reproches du chef de l'opposition, je tiens à lui rappeler ce qu'il a dit au sujet de certaines initiatives du gouvernement que nous avons battues en brèche.

Voici ce qu'il a dit au sujet du Programme énergétique national:

Cette politique a réduit la production, elle a compromis les investissements, fait avorter les mégaprojets, détruit la confiance des investisseurs, elle a profondément perturbé nos relations avec les États-Unis et accentué les tensions entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

Nous avons redressé la situation, monsieur le Président.

M. Turner (Vancouver Quadra): Déposez cela.

M. Mazankowski: Je le ferais bien volontiers, avec votre permission et avec celle de la Chambre, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE L'USINE DE LA MANITOBA SUGAR COMPANY

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais également poser une question au vice-premier ministre. En ce qui a trait à la consultation publique, la seule initiative prise par le gouvernement a été celle du député d'Edmonton—Strathcona. Il est regrettable que le gouvernement n'écoute pas davantage certains de ses ministériels en ce qui a trait à l'ouest du pays.

Je voudrais poser une question bien précise au vice-premier ministre. Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba et le gouvernement conservateur, à Ottawa, sont tout à fait en désaccord au sujet de l'élaboration d'un programme d'aide aux producteurs de sucre du Manitoba. Ainsi, la *Manitoba Sugar Company* a annoncé la fermeture de son usine, ce qui entraînera la faillite d'une industrie de 90 millions de dollars ainsi que la disparition de 300 à 400 agriculteurs et la suppression de 400 à 500 emplois.

Étant donné cette situation extrêmement grave, le vice-premier ministre pourrait-il demander au ministre de l'Agriculture ou au ministre responsable de la Commission canadienne du blé d'entamer immédiatement avec le Manitoba des négociations tendant à sortir de l'impasse dès cette semaine, afin de faire en sorte que les agriculteurs puissent ensemençer leurs champs et que l'on puisse sauvegarder cette industrie au Manitoba?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, sauf erreur, l'hon. ministre responsable de la Commission canadienne du blé a déjà répondu à cette question. Il a précisé alors, si je ne m'abuse, qu'on avait offert au Manitoba de participer à un programme financé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial. L'Alberta a décidé d'adhérer à ce programme, et sauf erreur, il en va de même du Québec. Selon moi, l'impasse actuelle est attribuable au gouvernement du Manitoba et non au gouvernement fédéral, en l'occurrence.